

UNDT/2017/058, Syrja

Décisions du TANU ou du TCNU

Puisqu'il n'y avait aucun accord écrit ou tout autre document signé qui montrait clairement l'engagement de l'intimé à payer le demandeur 1090 USD, le tribunal a déterminé s'il y avait un contrat en fait implicite en examinant les intentions des parties en fonction de sa conduite et d'autres circonstances. Pour établir s'il y avait un assentiment mutuel et une considération. Le tribunal a conclu que tous les éléments d'un contrat contraignant, valide et exécutoire existaient entre les parties car: (i) il y avait un assentiment mutuel conduisant les deux parties à informer conjointement le tribunal qu'ils avaient établi le montant de l'indemnisation à verser au demandeur et (ii) il y a été considéré parce que le demandeur a retiré sa demande à la suite de leur «détermination mutuelle» sur le paiement. En conséquence, le Tribunal a conclu qu'il y avait un contrat implicite dans le fait que l'intimé paie le demandeur de 10 USD 790 en compensation pour la perte de ses effets personnels. Le Tribunal a souligné que l'avocat de l'intimé, en tant que représentant légal, était pleinement compétent pour conclure un accord contraignant au nom de son directeur, l'intimé, le demandeur.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

La décision de l'administration de ne pas honorer son engagement à payer 10 790 USD en compensation de la perte des effets personnels du demandeur à sa résidence suite à la violence post-électorale en Côte d'Ivoire en 2011.

Principe(s) Juridique(s)

Pour qu'il y ait un contrat ou un accord exécutoire en droit, il doit y avoir un consensus ad idem (une réunion des esprits). Cela signifie simplement que les parties s'entendent sur les mêmes termes, conditions et sujet. L'absence d'un document signé n'est pas, à elle seule, la preuve concluante qu'il n'y avait pas

d'accord. Un contrat ou un accord peut ou non être écrit.

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Texte Supplémentaire du Résultat

Risquette de la décision de ne pas payer au demandeur 10 790 USD comme compensation pour la perte de ses effets personnels.

Applicants/Appellants

Syrja

Entité

DOMP

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2017/015

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

17 Jul 2017

Duty Judge

Juge Izuako

Language of Judgment

Anglais

Français

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compensation

Droit Applicable

Statut du personnel

- Disposition 11.2(b)